

**Nations unies - Situation
humanitaire au Yémen, en Somalie,
au Nigéria, au Soudan du Sud, au
Kenya - Intervention du
représentant permanent de la
France aux Nations unies - Conseil
de sécurité**
(New York, 10 mars 2017)

Monsieur le Président,

Je voudrais commencer par remercier M. Stephen O'Brien pour sa présentation très éclairante, pour son engagement exemplaire et pour son appel pressant à tous les acteurs concernés alors que des millions de personnes sont menacées de famine au Yémen, en Somalie et au Nigéria et sont déjà en situation de famine, malheureusement, au Soudan du Sud.

Je voudrais également rendre hommage au travail admirable des acteurs humanitaires sur le terrain, dans des conditions souvent très difficiles.

Je souhaite mettre aujourd'hui en avant trois messages principaux :

Le premier message est que l'action des Nations unies, pour essentielle qu'elle soit, ne peut se substituer aux responsabilités qu'ont les gouvernements de ces quatre pays vis-à-vis de leurs populations.

C'est en effet à ces gouvernements qu'incombe au premier chef la responsabilité de protéger leurs populations.

Au Soudan du Sud, la déclaration récente de famine dans certaines zones du pays est une illustration de la situation dramatique dans laquelle le conflit politique qui y fait rage depuis plus de trois ans a plongé le pays. Du fait des combats, et des violences qui les ciblent délibérément, des populations entières ont dû quitter leurs terres et leurs villages et ne peuvent plus produire leurs propres moyens de subsistance. La crainte de la violence fait que certaines de ces terres pourtant fertiles ne sont pas ensemencées. Ne nous y trompons pas : cette famine est en grande partie le fait de l'action des hommes. Nous appelons le gouvernement sud-soudanais à prendre en compte les besoins de sa population.

Au Soudan du Sud et au Yémen, seule une solution politique aux conflits permettra de remédier aux causes profondes de ces conflits, et de mettre fin aux souffrances des populations. À cet égard, nous soutenons les efforts de médiation menés par les Nations unies

et notamment le travail de l'envoyé spécial pour le Yémen, Ismaïl Ould Cheikh Ahmed, pour permettre la reprise et la poursuite des négociations et la cessation prochaine et durable des hostilités. Au Soudan du Sud, nous appelons à la mise en oeuvre rapide de l'accord de paix, que le dialogue national ne doit pas occulter.

L'État de droit et la bonne gouvernance sont également des éléments indispensables pour lutter contre de tels fléaux. Dans ce sens, nous espérons que les engagements pris par le nouveau président somalien «Farmajo» seront suivis d'actes concrets, s'agissant notamment de la réforme du secteur de sécurité. Au Soudan du Sud, la réduction de l'espace des libertés publiques est préoccupante.

Le deuxième message que je souhaite souligner aujourd'hui, c'est que les Nations unies et les acteurs humanitaires doivent pouvoir avoir accès à toutes les populations dans le besoin, sans restrictions, sans entraves bureaucratiques et sans menaces à leur sécurité.

Or les tensions croissantes, voire l'hostilité à l'encontre des acteurs humanitaires, font obstacle à l'acheminement des approvisionnements et à la délivrance de services de besoins primaires. À cela s'ajoute souvent le refus d'accès par les groupes armés sur le terrain ainsi que les blocages administratifs et les longues procédures bureaucratiques. Comme M. O'Brien vient de l'évoquer, les entraves à l'assistance humanitaire continuent de se multiplier.

Les gouvernements des États concernés ont une responsabilité particulière. Ils doivent assurer un accès sécurisé et sans entrave administrative aux Nations unies et aux acteurs humanitaires partout où les populations ont besoin d'une aide d'urgence. Les divers obstacles bureaucratiques imposés par les autorités notamment sud-soudanaises contribuent à ralentir l'acheminement de l'aide nécessaire aux populations les plus vulnérables.

Nous sommes particulièrement préoccupés par la situation au Soudan du Sud, où les acteurs humanitaires et la MINUSS sont beaucoup trop souvent la cible d'attaques, de harcèlement ou de restrictions d'accès. Ces entraves sont le fait de toutes les parties au conflit, qu'il s'agisse de la SPLA, de la SPLA en opposition ou des divers groupes armés qui se multiplient dans le pays. Ces restrictions d'accès doivent cesser immédiatement.

Nous devons exprimer collectivement et sans ambiguïté notre condamnation de telles entraves, qui sont contraires au droit international humanitaire. Je rappelle l'obligation pour toutes les parties aux conflits de faciliter la livraison des approvisionnements alimentaires. Sans quoi toute la mobilisation de la communauté internationale serait absolument sans effet.

Ces problématiques se posent également avec une acuité particulière au Yémen, où la poursuite des combats menace de dégrader encore davantage la situation humanitaire. Les parties au conflit doivent cesser sans délai les attaques indiscriminées contre les civils et les infrastructures civiles, susceptibles d'être qualifiées de crimes de guerre. Il est également impératif que les acteurs humanitaires puissent bénéficier d'un accès sans entrave afin d'acheminer auprès des populations les biens de première nécessité.

Le troisième message que je souhaite porter aujourd'hui, c'est que pour faire face à l'ampleur des besoins financiers il est important de favoriser une approche globale afin de créer des synergies et d'améliorer la coordination avec les autres bailleurs, et de mobiliser toutes les bonnes volontés, y compris, comme l'a dit Stephen O'Brien, les donateurs privés et les entreprises ainsi que les bailleurs «non traditionnels», notamment les pays émergents.

C'est grâce à la mobilisation de tous et à l'activation de tous les leviers à notre disposition que nous pourrons venir en aide aux populations dans le besoin et répondre à l'appel de Stephen O'Brien. Dans ce cadre, nous saluons la tenue de la conférence des donateurs pour le Yémen qui se tiendra le 25 avril prochain à Genève.

Je vous remercie./.